

Coopération économique de la zone Asie-Pacifique (APEC)

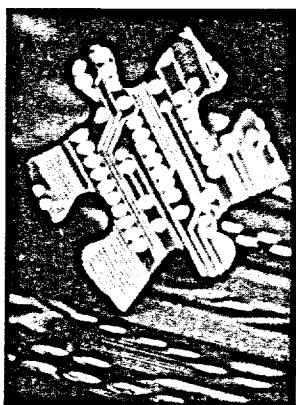
Le Plan d'action individuel (PAI) du Canada :
un outil d'affaires important



Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

Department of Foreign Affairs
and International Trade

Canada



DOCS
CA1 EA 2003A72 EXF
Asia-Pacific Economic Cooperation
(APEC) : Canada's Individual Action
Plan (IAP) : an important business
tool. --
66144009

L'avenir du PAI du Canada

Le Canada tient à s'assurer que son PAI est pertinent et facile à utiliser pour le monde des affaires. Vos réactions, suggestions et questions sur le processus du PAI et l'implication du monde des affaires sont les bienvenues.

Pour communiquer avec nous :

Par courriel : apec.canada@dfait-maeci.gc.ca

Par téléphone : (613) 996-3595

Par la poste :

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
Direction des Relations économiques internationales et des Sommets
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario)
Canada K1A 0G2

N° de catalogue : E2-483/2003

ISBN : 0-662-67161-9

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada,
représenté par le ministre du Commerce international, 2003



Coopération économique de la zone Asie-Pacifique (APEC)



Le Plan d'action individuel (PAI) du Canada : un outil d'affaires important

Situées en bordure du Pacifique, les 21 économies membres de l'APEC rassemblent quatre continents et représentent plus du tiers de la population mondiale, 55 p. 100 du produit intérieur brut (PIB) mondial et plus de 47 p. 100 du commerce mondial. Depuis sa fondation en 1989, l'APEC est devenue un forum clé pour la promotion de la libéralisation du commerce et la facilitation de la libre circulation des biens, services et personnes à travers l'une des zones économiques les plus importantes du monde. L'APEC encourage la participation active du

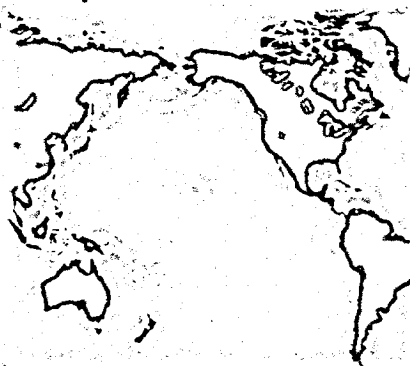
monde des affaires dans ses efforts pour l'amélioration de l'environnement commercial et le renforcement des liens régionaux qui contribuent à la croissance économique et à la prospérité des peuples de la région Asie-Pacifique.

Économies membres de l'APEC :

Australie; Brunéi Darussalam; Canada; Chili; Corée du Sud; États-Unis; Hong Kong, Chine; Indonésie; Japon; Malaisie; Mexique; Nouvelle-Zélande; Papouasie-Nouvelle-Guinée; Pérou; Philippines; République populaire de Chine; Russie; Singapour; Taipei chinois; Thaïlande; Vietnam.

Les réalisations récentes de l'APEC incluent l'adoption de la *Déclaration pour la mise en application des normes de transparence de l'APEC*. Cette initiative vise à garantir aux investisseurs qu'ils seront en mesure d'obtenir de l'information claire sur les lois et règlements principaux concernant la conduite des affaires au sein des économies membres. De

plus, le *Plan d'action pour la facilitation du commerce 2002* vise à réduire les coûts transactionnels de 5 p. 100, au sein de la région de l'APEC, au cours des cinq prochaines années. Une étude conduite par la Banque mondiale indique que cette mesure pourrait stimuler une augmentation des échanges commerciaux de près de 420 milliards de dollars sur une base annuelle. Également, le



Dialogue de l'APEC portant sur les produits chimiques travaille actuellement à l'harmonisation des normes d'étiquetage pour les produits chimiques dangereux, une initiative qui pourrait amener les entreprises à réaliser d'importantes économies.

Qu'est-ce qu'un Plan d'action individuel?

Lancés en 1996, les Plans d'action individuels (PAI) aident les économies membres à mesurer les progrès accomplis en vue de la réalisation des objectifs de l'APEC qui visent la libéralisation du commerce et de l'investissement au sein de la région. Les PAI sont des rapports annuels que chaque économie membre doit soumettre et mettre à jour sur une base annuelle, et qui offrent un aperçu détaillé de leur politique commerciale, ce qui en retour a une incidence directe sur la conduite des affaires au sein de cette économie. Chaque PAI peut être considéré comme une feuille de route guidant les entreprises vers de nouvelles occasions de développement des marchés dans la zone Asie-Pacifique.



Les PAI contiennent une évaluation des actions unilatérales et du progrès accompli au cours des douze derniers mois dans les quinze domaines de politiques commerciales suivants, qui correspondent aux différents chapitres du PAI : *Tarifs; Barrières non tarifaires; Services; Investissement; Normes et conformité; Procédures douanières; Droits de propriété intellectuelle; Politique de la concurrence; Marchés publics; Déréglementation; Règles d'origine; Mise en application des obligations de l'OMC; Médiation des différends; Mobilité des gens d'affaires; Cueillette de renseignements et analyse.*

Grâce à son format, chaque chapitre du PAI permet d'obtenir des détails sur les dispositions ou politiques applicables en vigueur, ainsi que sur les plus récentes améliorations dans ce domaine et sur la question de savoir si d'autres améliorations sont prévues. Une annexe permet de consulter toutes les améliorations apportées depuis 1996. Chacun des chapitres du PAI inclut également des liens à d'autres sites et contacts pertinents. Depuis 2000, tous les membres de l'APEC fournissent une version électronique de leur PAI, accessible au site suivant : www.apec-iap.org.

Les PAI offrent aux entreprises des renseignements précieux comme par exemple le genre de restrictions applicables à l'investissement étranger, les biens soumis à des tarifs douaniers, le niveau de transparence réglementaire, et la possibilité que d'importants secteurs industriels soient libéralisés davantage.

Ils permettent également de comparer certains domaines des services financiers des différentes économies de l'APEC comme par exemple l'étendue de la protection accordée aux brevets et marques de commerce.

Le PAI du Canada stimule le commerce

Le Canada a récemment ajouté certaines caractéristiques à son PAI de manière à mettre cet important outil en valeur et à le rendre plus apte à répondre aux besoins du monde des affaires. Le nouveau PAI du Canada est plus convivial, facilite la recherche d'information détaillée et contient des références additionnelles notamment :

- les contacts pour des questions reliés à la conduite des affaires, comme l'obtention d'un permis d'importation ou une demande à l'Agence des douanes et du revenu du Canada (ADRC) pour bénéficier du statut pré-approuvé d'exportateur à faible risque, ont été mis en évidence;
- les différents chapitres du PAI ont été regroupés sous des catégories faciles à comprendre et à utiliser, telles qu'acheter et vendre au/du Canada, investir au Canada et le cadre réglementaire au Canada;
- une section répertoriant toutes les ressources reliées au thème « Faire des affaires au Canada » a été ajoutée;
- le nouveau PAI du Canada est facilement accessible sur le site Canada-APEC : www.dfait-maeci.gc.ca/canada-apec.

Voici quelques exemples du type de renseignements contenus dans les différentes catégories du PAI du Canada :

Acheter et vendre au/du Canada

Tarifs :

- Information à jour sur la réduction et l'élimination des tarifs. Par exemple, le Canada a éliminé le 1^{er} janvier 2003 les tarifs et les contingents tarifaires sur presque toutes les importations provenant des 48 pays les moins avancés.
- État actuel des négociations du Canada portant sur le libre-échange.

Barrières non tarifaires :

- Cadre réglementaire pour l'agriculture et les produits agro-alimentaires, les produits textiles et les vêtements.
- Réglementation applicable au commerce des armes à feu, explosifs, déchets dangereux et substances appauvrissant l'ozone.

- Information sur les systèmes de surveillance comme le permis obligatoire d'importation pour l'acier.

Marchés publics :

- Information sur le système d'appels d'offres électronique du gouvernement fédéral.
- Lien aux avis de marchés.

Investir au Canada

Investissement :

- Régime applicable à l'investissement direct étranger. Par exemple, l'acquisition du contrôle d'une entreprise canadienne par un non Canadien est sujette à l'approbation gouvernementale pour les entreprises possédant des actifs au-delà d'une certaine valeur.
- Information sur l'investissement dans le secteur des industries culturelles.
- Liste des conventions de double imposition en vigueur.

Services :

- Exigences quant aux conditions d'exploitation, aux permis et aux qualifications requises pour tous les types de services professionnels tels les services juridiques, comptables et d'architecture et de génie.
- Aperçu du régime applicable aux services de télécommunications, d'audio-visuel et de distribution.
- Réglementation des services financiers comme les banques étrangères, succursales, et compagnies mutuelles d'assurances.

Aller au Canada

Mabilité des gens d'affaires :

- Politiques gouvernant les voyages d'affaires au Canada. Par exemple, en vertu de la nouvelle loi de 2002 sur *l'Immigration et la protection des réfugiés*, la définition du voyageur d'affaires a été modifiée afin de faciliter l'entrée des travailleurs qualifiés.

Pracédures douanières :

- La nouvelle politique de gestion de la frontière basée sur l'évaluation du risque, qui prévoit une procédure simplifiée pour les voyageurs et commerçants à faible risque pré-approuvés.
- Information sur l'Initiative de la frontière intelligente entre le Canada et les États-Unis.



Cadre juridique et réglementaire du Canada

Politique de la concurrence :

- Description de la *Loi sur la concurrence* et des amendements apportés en 2002. Les changements incluent par exemple une garantie de protection complète contre la divulgation de l'information fournie volontairement et l'autorisation au Bureau de la concurrence de présenter des requêtes d'assistance formelle aux États étrangers pour obtenir et transmettre des éléments de preuve situés à l'étranger.
- Dispositions en cours pour traiter les cas touchés par des pratiques telles que les restrictions horizontales et verticales à la concurrence, l'abus de position dominante, les fusions et les acquisitions.

Normes et conformité :

- Liste des produits pour lesquels les normes nationales ont été harmonisées avec les normes internationales.
- Information sur le Conseil canadien des normes (CCN). Par exemple, le CCN offre dorénavant des services d'accréditation dans les Amériques et l'Asie Pacifique.
- Liste des Accords de reconnaissance mutuelle (ARM) dans des domaines tels que les systèmes de gestion de la qualité, la formation des vérificateurs, les registraires, la métrologie, l'accréditation des laboratoires et le calibrage.
- Information sur des outils d'affaires tels que *AlertoNorm!* et *Export Alerte!*, deux nouveaux systèmes d'avis par courriel qui répondent aux besoins du marché.

Médiation des différends :

- Information sur les différends commerciaux du Canada.
- Modifications des règles gouvernant la résolution des différends commerciaux. Par exemple, le Canada, le Mexique et les États-Unis ont adopté en 2002 une note d'interprétation afin de clarifier leurs obligations découlant du chapitre 11 de l'ALÉNA concernant les différends entre investisseurs et États.

Droits de propriété intellectuelle :

- Références à la législation et à la réglementation gouvernant les brevets, marques de commerce, droits d'auteur, le design industriel, etc.
- Information sur l'enregistrement et l'administration de la propriété intellectuelle.

Autres outils d'affaires de l'APEC

L'APEC a mis au point plusieurs autres outils qui complètent le PAI et qui facilitent la conduite des affaires au sein de la région Asie-Pacifique. Le site BizAPEC (www.bizapec.com) joue le rôle d'un point d'accès qui centralise l'information portant sur les divers aspects des affaires dans la région. Le site contient de l'information portant sur les différents secteurs industriels, compare les marchés d'exportation, la législation, réglementation et exigences pour faire des affaires au sein des marchés de l'APEC, et contient également des conseils, outils de formation et occasions d'affaires pour les petites et moyennes entreprises (PME).

L'APEC a également mis au point des lignes directrices sur la mobilité des gens d'affaires, les douanes, le commerce et les échanges électroniques. L'information commerciale est désormais plus accessible grâce à des ressources comme les bases de données de l'APEC sur les tarifs et les ports, le guide de l'APEC sur l'investissement, et le recueil sur les règles d'origine. Tous ces outils peuvent être téléchargés à partir du site du Centre des affaires du Secrétariat de l'APEC, situé à l'adresse suivante : www.apectsec.org.sg/business_center/service_business/service_biz.html.

Autres ressources sur l'APEC

Site IAP – *Plans d'action individuels des économies membres de l'APEC*
www.apect-iap.org

Site du Canada sur l'APEC – *site général décrivant le travail du Canada au sein de l'APEC et contenant le PAI du Canada*
www.dfait-maeci.gc.ca/canada-apec



Site du Secrétariat de l'APEC – *site général de l'APEC* www.apectsec.org.sg

Conseil consultatif des gens d'affaires de l'APEC (ABAC) – *renseignements généraux sur l'ABAC* www.abaconline.org

Site BizAPEC – *portail pour les gens d'affaires* www.bizapec.com

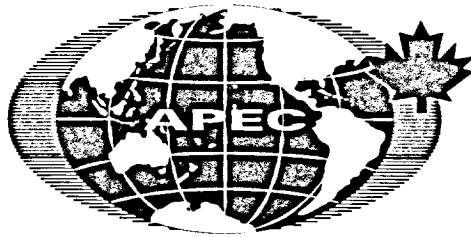
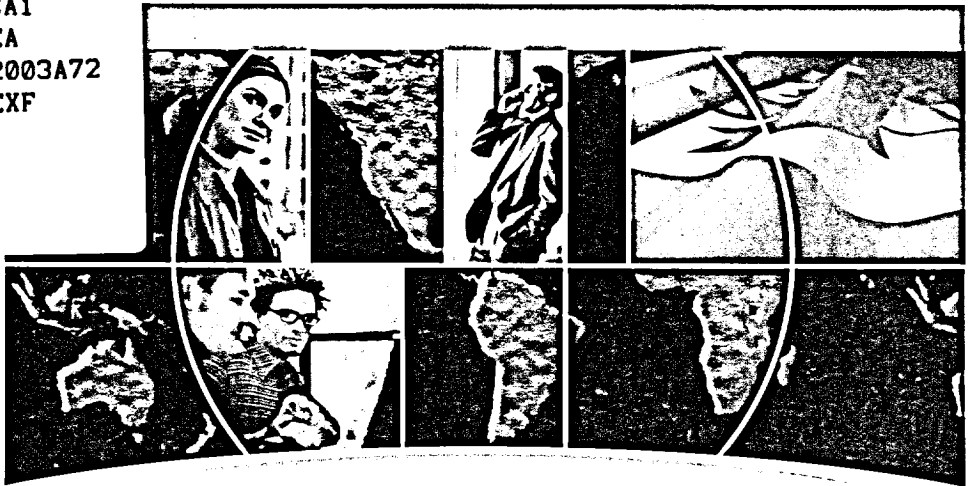
Base de données sur les tarifs de l'APEC – *tarifs en vigueur pour la plupart des économies membres de l'APEC* www.apectariff.org

Site de l'Asie-Pacifique du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international www.dfait-maeci.gc.ca/asia/menu-fr.asp

Fondation Asie-Pacifique du Canada – *nouvelles, information et analyses sur la région de l'Asie-Pacifique* www.asiapacific.ca

doc
CA1
EA
2003A72
EXF

.b36 77564(E)
.b36 77576(F)



Asia-Pacific Economic Cooperation (APEC)

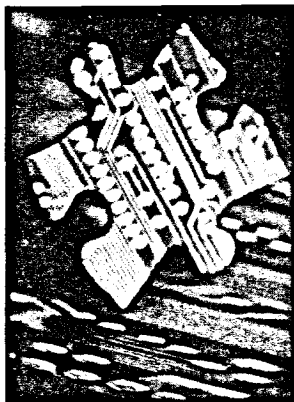
Canada's Individual Action Plan (IAP): An Important Business Tool



Department of Foreign Affairs
and International Trade

Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

Canada



Dept. of Foreign Affairs
Min. des Affaires étrangères

JAN 29 2004

Return to Departmental Library
Retourner à la bibliothèque du Ministère

The Future of Canada's IAP

Canada wants to ensure that the business community will find our IAP relevant and easy to use. Canada welcomes feedback, suggestions and questions on the IAP process and business participation.

Contact Us:

By e-mail: apec.canada@dfait-maeci.gc.ca

By phone: (613) 996-3595

By mail:

Department of Foreign Affairs and International Trade
International Economic Relations and Summits Division
125 Sussex Drive
Ottawa, Ontario
Canada K1A 0G2

Catalogue No.: E2-483/2003

ISBN: 0-662-67161-9

© Her Majesty the Queen in Right of Canada,
represented by the Minister for International Trade, 2003

6952293 5102600H199

Asia-Pacific Economic Cooperation (APEC)



Canada's Individual Action Plan (IAP): An Important Business Tool

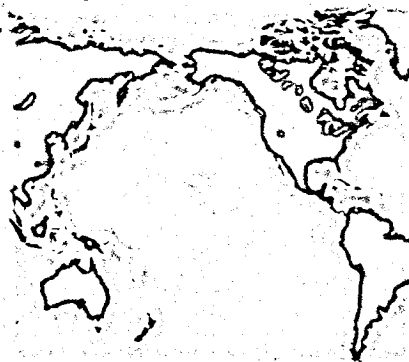
Situated along the Pacific Rim, the 21 APEC member economies represent four continents and hold more than one third of the world's population. APEC members account for 55 percent of the world's gross domestic product (GDP) and more than 47 percent of world trade. Since its inception in 1989, APEC has served as a key forum for promoting trade liberalization and facilitating the safe and efficient movement of goods, services and people across one of the world's largest economic zones. APEC encour-

ages the active participation of the business community in improving the trade environment and in building regional links that contribute to economic growth and prosperity in the Asia-Pacific region.

APEC member economies: Australia; Brunei Darussalam; Canada; Chile; the People's Republic of China; Hong Kong, China; Indonesia; Japan; South Korea; Malaysia; Mexico; New Zealand; Papua New Guinea; Peru; the Philippines; Russia; Singapore; Chinese Taipei; Thailand; the United States; and Vietnam.

Recent APEC accomplishments include the adoption of the *Statement to Implement APEC Transparency Standards*. This measure aims to ensure that investors can obtain clear information on key laws and other regulations for conducting business in member economies. In addition, APEC's 2002 *Trade Facilitation Action*

Plan is designed to reduce transaction costs in the APEC region by 5 percent over the next five years. A study performed by the World Bank



0252296
66144009 CEJ 53677964
66144015 CAJ 51044199

indicates that this measure is expected to stimulate an increase in trade of nearly \$420 billion annually. As well, the APEC Chemical Dialogue is working to harmonize the labelling of hazardous chemicals throughout the region, a move that could result in significant savings for companies.

What is an Individual Action Plan?

Individual Action Plans (IAPs) were initiated in 1996 to assist member economies in monitoring the progress made by each member in achieving APEC objectives of free trade and investment throughout the region. IAPs are reports that all APEC member economies must update and submit annually, which offer a detailed overview of their trade policy regimes; this in turn directly impacts the way business is conducted in each economy. Each member economy's IAP can be viewed as a roadmap helping business take advantage of new market opportunities in the Asia-Pacific region.



IAPs include assessments of unilateral actions taken and progress made over the last 12 months under the following 15 broad policy areas, each corresponding to an IAP chapter: *Tariffs; Non-tariff Measures; Services; Investment; Standards and Conformance; Customs Procedures; Intellectual Property Rights; Competition Policy; Government Procurement; Deregulation; Rules of Origin (ROOs); Implementation of WTO Obligations; Dispute Mediation; Mobility of Business People; and Information Gathering and Analysis.*

The format of an IAP chapter provides details on the current applicable measures and/or policies, as well as the latest improvements in that area and whether or not further improvements are planned. An annex lists all the improvements implemented since 1996. Each IAP chapter also includes links to other relevant sites and contacts. Since 2000, all APEC economies have made their IAPs available on line at www.apec-iap.org.

An IAP provides businesses with useful information such as the level of restrictions applicable to foreign investment, the products that are subject to tariffs, the level of regulatory transparency, and whether important industries are about to undergo further liberalization. It also allows readers to compare various APEC economies' financial services, for example, or the protection afforded to patents and trademarks.



Canada's IAP Means Business

Canada has recently implemented a series of added features to its own IAP in order to enhance this important tool and bring it more into line with the needs of the business community. Canada's new IAP format is more user-friendly, making it easier to find detailed information and containing a number of additional references, such as:

- Contacts for business-related issues have been highlighted, such as how to obtain an import permit or how to present an application to the Canadian Customs and Revenue Agency (CCRA) to benefit from preapproved low-risk trader status.
- IAP chapters have been cross-referenced under user-friendly categories such as buying and selling to/from Canada, investing in Canada and Canada's legal framework.
- A section listing all the resources linked to the general theme "Doing Business in Canada" has been added.
- Canada's enhanced IAP is easily accessible through the APEC-Canada Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/canada-apec.

Examples of the type of business information to be found under the various categories of Canada's IAP include:

Buying and Selling to/from Canada

Tariffs:

- Updated information on tariff reduction and elimination. For instance, on January 1, 2003, Canada eliminated tariffs and tariff rate quotas on practically all imports from 48 Least-Developed Countries (LDCs).
- The current status of Canada's free trade negotiations.

Non-tariff measures:

- Requirements for agricultural and food products, textile and clothing products.
- Regulations applicable to trade in firearms, explosives, hazardous waste and ozone-depleting substances.
- Information on monitoring systems such as the mandatory steel import permit.

Government procurement:

- Information on the federal government electronic tendering service.
- A link to procurement opportunity notices.

Investing in Canada

Investment:

- The regime applicable to foreign direct investment. For instance, acquisition of control of a Canadian business by a non-Canadian is subject to governmental approval for businesses with assets over a certain amount.
- Information on investment in the cultural industries' sector.
- List of double-taxation agreements (DTAs) currently in force.

Services:

- Operational, licensing and qualification requirements for all types of professional services, such as legal, accounting, architectural and engineering services.
- An overview of the regime applicable to telecommunications, audio-visual and distribution services.
- Financial services regulations concerning foreign banks, branches and mutual insurance companies.

Going to Canada

Business Mobility:

- Policies governing business travel in Canada. For instance, under the 2002 *Immigration and Refugee Protection Act*, the definition of "business visitor" was changed to facilitate the entry of high-level skilled workers.

Customs Procedures:

- Details on the recently implemented risk-based border management processes, which include streamlined processing for preapproved low-risk travellers and traders.
- Information on the Canada-U.S. Smart Border Initiative.



Canada's Legal and Regulatory Framework

Competition Policy:

- A description of the *Competition Act* and its 2002 amendments. Changes include affording full protection against disclosure of information voluntarily provided, and enabling the Competition Bureau to request formal assistance from foreign states in obtaining and transmitting evidence located abroad.
- The measures in place to deal with cases involving practices such as horizontal restraints, vertical restraints, abuse of dominant position, mergers and acquisitions.

Standards and Conformance:

- Products for which national standards have been harmonized with international standards.
- Information on the Standards Council of Canada (SCC). For instance, the SCC now offers accreditation services in the Americas and Asia-Pacific.
- A list of Mutual Recognition Agreements (MRAs) in areas such as quality management systems, auditor training, registrars, metrology, laboratory accreditation, calibration.
- Information on business tools such as Standards Alert!, and Export Alert!, two new e-mail notification systems designed to meet markets needs.

Dispute Mediation:

- Information on Canada's international trade disputes.
- Modifications to the rules governing trade disputes. For instance, in 2002 Canada, Mexico and the United States adopted a notice designed to clarify their obligations under NAFTA Chapter 11 concerning investor-state disputes.

Intellectual Property Rights:

- Reference to the legislation and regulations governing patents, trademarks, copyright, industrial design, etc.
- Information on the administration and registration of intellectual property.

Other APEC Business Tools

APEC has developed several tools supplementing the IAP and making it easier to do business in the Asia-Pacific region. The BizAPEC (www.bizapec.com) serves as a "one-stop shop" for information on all various aspects of doing business in the region. The site includes industry information by sector, comparing export markets, laws, regulations and requirements for doing business in APEC markets, as well as advice, training and business opportunities for small and medium-sized enterprises (SMEs).

APEC has also developed guidelines on business travel, customs, e-commerce and paperless trading. Market information has been made more accessible through resources such as the APEC Tariff Database, the APEC Investment Guidebook, the APEC Ports Database and the Rules of Origin Compendium, which can be downloaded from www.apecsec.org.sg/business_center/service_business/service_biz.html.

Other APEC Resources

IAP Web site — *Individual Action Plans for APEC member economies* www.apec-iap.org

Canada-APEC Web site — *Canada's work in APEC and Canada's enhanced IAP* www.dfait-maeci.gc.ca/canada-apec



APEC Secretariat Web site — *general APEC site* www.apecsec.org.sg

Asia-Pacific Business Advisory Council (ABAC) Web site — *general information on ABAC* www.abaconline.org

BizAPEC Web site — *a web portal for business* www.bizapec.com

APEC Tariff Database — *current applied tariff rates for most APEC member economies* www.apectariff.org

Department of Foreign Affairs and International Trade Asia-Pacific Web site www.dfait-maeci.gc.ca/asia/menu-e.asp

Asia-Pacific Foundation of Canada — *Asia-Pacific region news, information and analysis* www.asiapacific.ca

